

un parti de classe, s'opposèrent en France par suite des circonstances historiques de la formation de la III<sup>e</sup> République, de la structure du front prolétarien, homogène seulement en quelques secteurs et conservant par endroits des caractères retardataires, en bref, par suite des particularités du développement économique lui-même où l'incorporation du mouvement prolétarien dans les rouages de l'État devait devancer la marge économique de la corruption bourgeoise. Ancré dans les Bourses du Travail où dès 1896 l'anarcho-syndicalisme triomphait en proclamant contre les guesdistes l'indépendance du syndicalisme, il fut aussi une réaction permanente contre le processus d'incorporation de fait des formations politiques du prolétariat au régime démocratique de la bourgeoisie. C'est là son époque héroïque, celle de la période des attentats anarchistes, de la proclamation du sabotage, de l'intervention violente des minorités syndicales, de l'apolitisme à outrance, de la grève générale comme panacée universelle. Mais la « Révolution Prolétarienne » ne se rattache pas à cet aspect de l'anarcho-syndicalisme que la bourgeoisie réprima féroce. Elle se dit la fille légitime du syndicalisme révolutionnaire de Sorel, Berth, Lagardelle qui triompha au sein de la C.G.T. dès 1903 sous la double influence de l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau et des batailles revendicatives de cette époque. Non pas de secte, mais syndicalisme de masse, ce nouvel aspect de l'anarcho-syndicalisme devait finir dès 1909 dans le réformisme qui conserva d'ailleurs la défroque ancienne, le traditionnel grève-généralisme. Certes, cette deuxième période forma des militants qui surent rester sur des positions de classe pendant la guerre et échapper à la débâcle patriotique du parti socialiste dans son ensemble, mais il s'agit là d'individualités qui, après 1917, furent entraînées par le bolchevisme, alors que les doctrines où ils se formèrent, devaient trouver leur aboutissement dans la trahison de 1914.

De toute façon, positif ou négatif, sous ses deux aspects essentiels, celui de secte ou de masse, l'anarcho-syndicalisme a eu sa place marquée dans le mouvement prolétarien d'avant-guerre.

Mais la « Révolution Prolétarienne » n'est pas le produit du contraste qui trouva son expression dans la phase d'expansion impérialiste, mais une réaction d'anciens syndicalistes, au sein du P. C., contre le centrisme passant après 1923, à la lutte contre Trotsky. La tentative de faire revivre le vieux « syndicalisme révolutionnaire » recéla par la suite et les problèmes issus de la scission syndicale et la volonté de se dé-

barrasser de toute formulation de parti, c'est-à-dire d'empêcher la formation d'une fraction de gauche en France. Se bornant tout d'abord à se revendiquer de Lénine et de Trotsky pour ce qui est des problèmes politiques et à émettre des critiques de classe contre la politique syndicale du P. C. entre les mains des zinovistes, la « Révolution Prolétarienne » avec l'aggravation des défaites prolétariennes devait se cantonner dans la politique syndicale et devenir foncièrement anti-parti, anti-communiste pour appuyer bientôt les tentatives de désagrégation de la C. G. T. U. par les réformistes. Les problèmes posés par elle furent essentiellement ceux ayant trait à la vie syndicale des travailleurs étranglée par la scission. Comme tout groupement cherchant dans la vie des syndicats la solution de problèmes politiques fondamentaux, la « Révolution Prolétarienne » devait fausser le caractère même des problèmes syndicaux, sans parler de ses conceptions politiques de plus en plus erronées. Réaction prolétarienne au centrisme elle en arriva à vouloir résoudre le problème en combattant le communisme, en érigeant le syndicalisme en doctrine suffisant amplement. Réaction entretenue par des couches d'ouvriers contre la scission, elle résolut le problème en se situant entre C.G.T. et C.G.T.U. pour finalement devenir une aile de gauche du réformisme, le partisan de la liquidation honteuse de la C.G.T.U. dans la C. G. T.

Puisque aucun problème posé par son apparition sur l'arène politique ou syndicale n'a reçu une réponse conforme aux intérêts prolétariens, mais une solution franchement bourgeoise, l'on peut proclamer sa faillite et affirmer que c'est aux groupes communistes qui veulent guider le prolétariat français qu'il incombe de liquider théoriquement et pratiquement pareil courant en apportant les solutions aux problèmes qu'ils ont exprimés.

D'ailleurs, pour la « Révolution Prolétarienne », sa véritable fonction d'aile extrémiste de la C. G. T. apparut nettement lors de l'affaire du Comité des 22. Manifestement, il s'agissait ici d'exploiter les réactions ouvrières contre la 3<sup>e</sup> période et nées de la crise économique, pour l'indépendance du syndicalisme et l'unité, en entretenant un mouvement de liquidation de la C. G. T. U. au profit du réformisme, sans qu'il puisse en résulter une élévation de la conscience de classe des ouvriers, de leurs luttes revendicatives. Puisqu'en définitive la C. G. T. de Jouhaux représentait l'aboutissement logique du « syndicalisme révolutionnaire » d'avant-guerre, il était fatal que ceux qui voulaient faire

revivre les phases du passé dans une période nouvelle, en arrivèrent en fin de compte aux mêmes positions sur les problèmes actuels. Jouhaux aussi est pour « l'indépendance » des syndicats, contre les cumuls de mandats politiques et syndicaux, mais l'on sait que cela n'empêche pas les plus basses compromissions, les plus vils maquignonnages avec l'État bourgeois. C'est là l'aspect actuel du vieux « syndicalisme révolutionnaire ». Et il peut ne pas avoir un autre visage, pour peu que l'on tienne compte qu'aujourd'hui la France a beau posséder une économie dont les parties s'équilibrent assez bien, où la cohésion prolétarienne est moindre qu'ailleurs, néanmoins le choc de la révolution russe, les bouleversements sociaux de l'après-guerre ont posé le problème de la fondation d'un parti de classe, seul capable d'embrasser tous les aspects de la lutte des travailleurs, de les unifier en une action finale. Les théories syndicalistes qui resurgirent en opposition au centrisme refirent en quelques années le chemin fait avant la guerre en des décades.

Après les événements du 6 février 1934, la « Révolution Prolétarienne » lança son manifeste « Au Syndicat, le Pouvoir » et amusa les militants syndicalistes avec une esquisse d'une Société future, sorte de Nouvelle Icarie, œuvre éclectique effectuée avec la collaboration de Proudhon, Marx, Bakounine, etc... Comme il se devait, « La Révolution Prolétarienne » participa à la campagne antifasciste, à la psychose du front unique et très rapidement fut pour la liquidation de la C. G. T. U. dans la C. G. T. en acceptant l'interdiction des fractions. Il est d'ailleurs curieux d'examiner ses critiques envers les camarades unitaires de l'Enseignement, luttant pour la formule du Congrès de fusion et du droit des fractions et ses éloges du réformiste Delmas, secrétaire du Syndicat

National des Instituteurs. D'autre part, son appui aux Jeunes Socialistes exclus des J. S. et luttant pour leur réintégration, montre ce que signifie « indépendance du syndicalisme » surtout si on le relie à son attitude ambiguë envers le front commun socialo-centriste, exprimée par la résolution du Comité contre l'Union Sacrée. Un dernier point qui concrétise nettement ces « syndicalistes révolutionnaires » non pas anti-centristes, mais anti-communistes, c'est la position donnée par Louzon : l'appui aux sanctions et à la S. D. N., lors du conflit italo-abysin. La « Révolution Prolétarienne » n'exprime pas plus l'anarcho-syndicalisme que la situation actuelle n'exprime les problèmes d'avant-guerre. Ce dernier a trouvé sa fin logique dans le triomphe du réformisme en 1909 et les quelques militants qui restèrent fidèles à sa doctrine durent après la guerre passer à l'I. C. et aux formulations marxistes. Des communistes ne sauraient donc envisager un travail commun — soit-il même limité — avec ce groupe sur le terrain syndical pour autant que son appui de la position « syndicaliste » de la C. G. T. au sujet des cumuls en fait définitivement un instrument des réformistes pour immobiliser les ouvriers, séparer leurs luttes revendicatives de toute perspective politique, et par là contribuer au développement de la psychose sanctionniste, premier acte de la mobilisation des ouvriers pour la guerre. Bien au contraire, en donnant une solution aux problèmes derrière lesquels se sont développés les Monatte, Louzon, Chambelland et Cie on pourra même dénier toute valeur de classe à leurs positions actuelles dans les syndicats. Ainsi il est possible de sauvegarder des militants attirés par leur phraséologie, de l'im-passe et du découragement. (A suivre)

JACOBS

## Problèmes de la période de transition

Du titre de cette étude, il ne peut être déduit que nous allons nous livrer à des investigations dans les brumes de l'avenir ou que même nous esquisserons des solutions aux multiples et complexes tâches qui s'imposeront au prolétariat érigé en classe dirigeante. Le cadre et l'esprit de « BILAN » n'autorisent de tels desseins. Nous laissons à d'autres, aux « techniciens » et aux fabricants de recettes, ou aux « orthodoxes » du marxisme, le plaisir de se livrer à des anti-

cipations, de se promener dans les sentiers de l'utopisme ou de jeter à la face des prolétaires des formules vidées de leur substance de classe...

Pour nous, il ne peut être question de construire des schémas-panacées variables une fois toutes et qui, mécaniquement, s'adapteraient à toutes les situations historiques. Le marxisme est une méthode expérimentale et non un jeu de devinettes et de pronostics. Il plonge ses racines dans une